Downloaded from: justpaste.it/2z1kj

Gilets jaunes: la CFDT dénonce "une forme de totalitarisme"

Par LEXPRESS.fr avec AFP ,publié le 06/01/2019 à 15:46 , mis à jour à18:45

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, le 13 octobre 2017 à l'Elysée afp.com/BERTRAND GUAY

Le leader de la CFDT a dénoncé les violences survenues samedi, et le comportement de certains responsables politiques.

Laurent Berger dénonce à son tour les "factieux". Le secrétaire général de la CFDT a appelé ce dimanche à "arrêter d'être naïfs et irresponsables" face à "des gens qui veulent renverser la démocratie" et qui sont "factieux" à propos des violences survenues samedi lors de la huitième journée d'action des gilets jaunes.

LIRE AUSSI >> Quinze jours d'ITT pour le gendarme roué de coups

"On a en face de nous, pour un certain nombre de gilets jaunes, des gens qui veulent renverser la démocratie, des gens d'extrême droite et peut-être d'extrême gauche", a dénoncé Laurent Berger, invité de l'émission "Questions politiques" France Inter/*Le Monde*/France Télévisions. Il s'est également dit "scandalisé" par "l'intrusion dans un ministère et la violence extrêmement forte contre des policiers".

"Forme de totalitarisme"

"Dès le début j'avais dit qu'il y avait une forme de totalitarisme dans l'exercice de ce mouvement, on y est !", a déploré le responsable syndical qui a dénoncé un "déferlement de violence raciste, antisémite et anti-républicaine".

"Il faut le dire clairement", a-t-il ajouté, en s'en prenant à la "profonde irresponsabilité de beaucoup d'acteurs, politiques notamment". "Jean-Luc Mélenchon bien sûr, on ne peut pas avoir de l'admiration pour un individu qui a des propos complotistes *[en référence à Eric*

Drouet, l'un des leaders des gilets jaunes]. Quand on est un représentant du peuple, comme l'est un député, il y a des règles démocratiques à respecter", a-t-il estimé.

Plus de contact avec le gouvernement

Pour autant, "ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas des causes à défendre", a reconnu le secrétaire général de la CFDT, citant notamment "la question fiscale et la redistribution des richesses".
Il a également jugé que le gouvernement "porte une lourde responsabilité dans cette situation" pour avoir "voulu se passer des syndicats".
Laurent Berger n'a "pas eu de contact avec le président de la République depuis la réunion du 10 décembre" à l'Elysée. "C'est bien là le problème : si le gouvernement pense qu'il peut trouver des solutions seul, il se met le doigt dans l'oeil", a-t-il asséné.